

## 4 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront menées et les contrats et conventions correspondants seront mis en œuvre, est de 36 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Modalités de mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

Non applicable.

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>9</sup>.

#### 4.4.1 *Gestion directe (subventions)*

##### **a) Objet des subventions**

Les subventions contribuent au renforcement des capacités nationales, afin de faciliter la mise en œuvre de la coopération UE, approfondir l'APE et renforcer les mécanismes de coordination de l'aide (OS1).

Résultats escomptés : ces subventions contribueront aux 3 résultats suivants :

- (1.1) Définir et appuyer les nouveaux mécanismes d'un dialogue stratégique et de coordination de l'aide UE, suite à la suppression de l'ON et de ses services ;
- (1.2) Renforcer les capacités des bénéficiaires pour augmenter l'impact (inclus sensible au genre) des programmes en cours ou en préparation ;
- (1.7) Contribuer à renforcer les mécanismes de coordination de l'aide, et au dialogue avec les autorités et la société civile (inclus les organisations sur les droits des femmes) sur la mise en œuvre des politiques publiques.

Ces subventions faciliteront le pilotage et la coordination des interventions de la coopération UE au Comores et à la mise en œuvre et le suivi-évaluation du programme indicatif pluriannuel 2021-2027 ainsi que le CLIP.

<sup>9</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.